

Royaume du Maroc

Ministère de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement
Département de l'Energie et des Mines



المملكة المغربية

وزارة الطاقة والمعادن والماء والبيئة
قطاع الطاقة والمعادن

RUSI Conference
Euro-Mediterranean Security:
Moroccan and British Perspectives

Table ronde: Energy and Natural Resources – Challenges and Opportunities

Allocution de Dr Amina BENKHADRA

Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement

**Altesse,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

C'est pour moi un honneur de participer à cette importante conférence organisée au Maroc à l'initiative de l'Ambassade du Maroc à Londres en partenariat avec le Think Tank « Royal United Services Institute - RUSI ». C'est la première de son genre qui soulève le débat sur le thème crucial de la sécurité globale dans l'espace euro méditerranéen sous le titre " **Euro-Mediterranean Security : Moroccan and British perspectives**".

Avec d'éminents responsables politiques, experts et académiciens européens et magrébins, nous sommes réunis aujourd'hui pour mettre en relief l'immensité des enjeux et des opportunités qu'offre la région euro-méditerranéenne dont l'édification en marche va reconstituer et redonner sa pleine signification et sa réelle dimension à la Méditerranée « ce centre du monde » où les destins de nos peuples se sont forgés depuis des millénaires.

La Méditerranée : A nouveau, un grand dessein dans l'Histoire

C'est, en effet, dans ce berceau des grandes civilisations et des religions révélées, des Mésopotamiens aux Egyptiens, des Grecs aux Romains, des Phéniciens aux Arabes, du Judaïsme au Christianisme et à l'Islam, que se sont façonnées les mondes occidental et arabo-musulman auxquels une grande partie de l'humanité clame son appartenance et en premier lieu dans le pourtour méditerranéen.

Les deux rives de la Méditerranée ont été modelées par des évolutions historiques tour à tour convergentes ou divergentes, paisibles ou conflictuelles, mais toujours marquées par des apports et des échanges spirituels, philosophiques, culturels, politiques, économiques, scientifiques et techniques.

Cependant, malgré les vicissitudes de l'histoire, les contrastes flagrants dans les niveaux de développement économique et social, les disparités profondes dans la distribution des richesses naturelles et industrielles, le pourtour méditerranéen se voit dans la nécessité de coopérer efficacement entre ses différentes composantes régionales pour vraiment prendre place dans le déferlant et rapide processus de la mondialisation. Polycentrique, le monde se constitue en pôles géoéconomiques interdépendants : l'ALENA, le MERCOSUR, l'ASEAN, où désormais l'économie de plus en plus globalisée appartient aux blocs régionaux dont le jeu forme une synthèse consolidée de l'économie mondiale.

Face à ces bouleversements et aux changements induits par cette tendance lourde, La Méditerranée peut être une source de croissance durable pour l'économie mondiale, un nouveau modèle de développement et de relations internationales.

Au-delà de conflits qui, pour être très douloureux, relèvent d'un passé qu'il faudra solder, le Bassin méditerranéen redevient un des carrefours stratégiques des échanges mondiaux. Il est la porte de l'Europe, avec un énorme potentiel de croissance dans le sud et l'est de la Méditerranée, ainsi que l'Afrique subsaharienne.

Pour le grand dessein régional qui associe l'Europe à la Méditerranée et au-delà au Moyen Orient et à l'Afrique, il est impératif de construire un modèle nouveau, dépassant les approches classiques d'échanges Nord-Sud, pour édifier un espace commun fondé sur une économie productive responsable, partageant équitablement la valeur ajoutée et alliant justice sociale et préservation de l'environnement.

La crise globale actuelle annonce une mutation fondamentale de l'économie mondiale et de la globalisation jusqu'ici sans régulation sérieuse, donc de nouveaux rapports sociaux et politiques. Cette profonde transformation devra aboutir à une économie fondée sur la production de valeurs dans l'économie réelle et non virtuelle ; une croissance économe de matières premières, promouvant de nouvelles activités durables et de nouveaux modes de consommation ; une géographie renouvelée par les solidarités de proximité, en lieu et place de la distinction obsolète entre Nord et Sud.

C'est dans ce nouveau contexte que doivent être redéfinies les relations entre les pays européens et les pays des rives sud et est méditerranéennes. Tout ce qui manque à la rive nord, le dynamisme démographique, les marchés, l'énergie, se trouve à quelques centaines de kilomètres au sud. Réciproquement la rive nord possède tout ce qui manque au sud, notamment la technologie, l'organisation, et le cadre favorable à l'investissement et à la productivité.

Les disparités au cœur de la sécurité en Méditerranée

La multiplication des solidarités méditerranéennes, Nord-Sud et Est-Ouest est un outil privilégié pour construire un avenir de paix et de prospérité. Dans cette perspective, **le secteur de l'énergie joue un rôle majeur**, d'une part en tant que moteur de l'activité économique et du développement, et d'autre part en raison des nombreuses possibilités qu'il offre pour renforcer les solidarités.

Sur les plans économique et énergétique, l'espace euro méditerranéen présente des **disparités majeures** qui sont au cœur de la sécurité en Méditerranée qu'elle soit au niveau global ou au niveau de l'approvisionnement énergétique en particulier.

Le Nord réunit des pays très développés et riches incarnés par l'Union Européenne, première puissance économique du monde avec **30,2% du PIB mondial en 2008**, et près de 34% des échanges commerciaux internationaux. Il forme un vaste espace politique et économique qui, avec un marché unifié et une monnaie quasi unique, est entré dans le 21ème siècle du " savoir", de " l'intelligence artificielle" et des hautes technologies.

Par contraste, **la rive sud de la Méditerranée** qui englobe les pays du Maghreb et de l'est méditerranéen, constitue **un ensemble en développement cumulant des retards considérables dans les domaines économique, éducatif et social**. Le PIB par habitant reste très faible avec une moyenne de 2500 \$US soit un écart de 1 à 20 avec les pays de l'UE. Bien que mus par des aspirations profondes d'unification, les pays maghrébins notamment, restent caractérisés par le cloisonnement et l'étroitesse de leurs marchés intérieurs qui se développent très lentement avec un commerce interne régional inférieur à 3% contre plus de 50% pour l'UE.

L'Union du Maghreb Arabe, depuis sa création le 17 février 1989 n'est pas encore parvenue à prendre corps pour devenir la réalité ambitionnée et espérée pour prendre toute sa place dans l'espace euro européen en édification.

Les disparités constatées au niveau économique et social de part et d'autre de la Méditerranée se reflètent dans leurs situations énergétiques respectives.

L'Union Européenne a représenté 15,3% de la consommation mondiale en énergie primaire en 2008, soit 3,45 tep/habitant/an. Elle enregistre une forte dépendance énergétique globale de 54% très marquée par rapport au pétrole, au gaz naturel et au charbon avec des taux respectivement de 83,6%, 60,8% et 58,5%. Cette situation est compensée par des infrastructures denses et modernes, fortement interconnectées ayant facilité la mise en place d'un vaste marché énergétique unifié, concurrentiel et régulé.

Sur la rive méridionale, malgré les progrès réalisés, les infrastructures restent insuffisantes pour permettre un accès généralisé aux énergies commerciales. Les interconnexions, sauf dans l'électricité, sont peu développées entre les pays aboutissant à des marchés étroits, isolés et sans harmonisation dans leur fonctionnement. **Peu énergétisée, la consommation y reste faible avec moins de 1 Ktep par habitant, le tiers de ce qu'elle est dans l'UE.**

Les déséquilibres des ressources énergétiques : facteur de convergence

Le déséquilibre énergétique en Méditerranée réside aussi dans **la répartition inégale des ressources en hydrocarbures**, nettement en faveur de la rive sud dont la part dans les réserves prouvées mondiales de pétrole et de gaz s'est élevée à 5% en 2008. Cependant ces ressources sont inégalement réparties entre les pays du Sud, l'Algérie, et la Libye possèdent à elles seules 87% des réserves de pétrole et si on ajoute l'Egypte, ce sont 93% des ressources en gaz naturel qui se trouvent ainsi concentrées dans ces trois pays. Bien que contribuant à hauteur de 5,4% de la production de ces deux combustibles dans le monde, cette région n'en a consommé que 1,5% et 2,3% respectivement.

Au niveau des flux **énergétiques en hydrocarbures**, 25% du gaz et du pétrole qui font l'objet du commerce international transite par la mer Méditerranée. L'Union Européenne très déficitaire en hydrocarbures importe 11,4% et 22,7% de ces besoins respectivement en pétrole brut et en gaz naturel d'Algérie, de Libye et d'Egypte, ces proportions s'élèvent à 48,3% et 63,7% pour ces importations de Russie et de Norvège. Les producteurs méditerranéens ne comptent que pour 15% à peine des besoins de l'Union européenne, alors que 70% des exportations de pétrole et 90% des exportations de gaz de l'Afrique du Nord sont destinées à l'Europe. Ceci traduit une forte concentration des débouchés pour les producteurs, et à l'inverse une grande diversification des sources d'approvisionnement des pays européens.

La conjonction de ces deux courants contraires, excédent au Sud et déficit au Nord, va évoluer rapidement dans les dix prochaines années en raison du développement accéléré que connaissent les pays de la rive sud de la Méditerranée qui vont voir leur demande en énergie augmenter fortement.

Sur le plan de la consommation d'énergie, le déséquilibre entre le Nord et le Sud, de 72% – 28% en 2005, devrait se réduire pour être de 60% – 40% à l'horizon 2020. Les besoins de la région, de 1 005 millions de tep en 2006, devraient progresser de près de 40% pour atteindre 1 360 Mtep en 2020. Si la plupart des énergies seront concernées par cette hausse, le gaz naturel devrait se distinguer avec une progression de près de 80% de 2005 à 2020 pour atteindre 31% de la demande totale d'énergie. La part du pétrole devra diminuer de 44% à 40% du total et celle du charbon se maintenir à 12% en raison de son utilisation dans le secteur électrique avec de nouvelles technologies propres de production.

La nécessité de nouveaux rapports en Méditerranée

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Ces tendances vont entraîner une **pression forte sur les ressources naturelles**, financières et environnementales de la région sud. La nécessité de donner une ambition nouvelle à la coopération entre les rives nord, sud et est de la Méditerranée n'a jamais été aussi forte et aussi pressante. L'un des principaux défis d'un partenariat euro-méditerranéen serait **d'impulser une nouvelle dynamique** qui permettrait de ne plus considérer les pays du Sud comme de simples pourvoyeurs de matières premières ou uniquement comme des opportunités de marché. Aussi, la coopération dans la région euro-méditerranéenne devrait-elle être basée sur des rapports basés sur une logique nouvelle.

La sécurité d'approvisionnement, qui est au centre de la stratégie énergétique de l'Union Européenne, repose pour une part importante sur le développement et la pérennisation de la relative abondance des ressources des pays du sud méditerranéen. Ceux-ci à leur tour, ont besoin des moyens techniques, des savoir-faire et des capitaux de leurs voisins du nord pour développer davantage leurs potentialités en hydrocarbures et en énergies renouvelables pour répondre à leurs propres besoins croissants en énergie et continuer à contribuer à la satisfaction de la demande énergétique du pourtour méditerranéen.

Cette convergence d'intérêts, particulièrement dans le secteur énergétique, interpelle, en fait, les deux rives de la Méditerranée à **mettre en œuvre une vision stratégique plus large, globalisée et intégrée**, qui repose sur les principes du co-développement et de partenariat équitables. Dans cet objectif, il est nécessaire de **renforcer des partenariats industriels ambitieux à intérêts croisés, stables et à long terme** entre les sociétés nord-méditerranéennes et les producteurs du Sud, pour garantir à la fois, **la sécurisation de l'offre pour les premières et celle des débouchés pour les seconds**. Ces deux composantes indissociables de la sécurité énergétique, doivent offrir aux pays producteurs des revenus stables et prévisibles à long terme en contrepartie d'une offre fiable et de bonne qualité en rééquilibrant les rapports entre opérateurs du Nord et du Sud notamment par un accès à l'aval pour les compagnies des pays producteurs dans le cadre de projets énergétiques intégrés.

La nouvelle alliance en Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée (UPM) pourrait consacrer le principe selon lequel les intérêts des consommateurs et des producteurs ne sont pas opposés mais, bien au contraire, convergents

En effet, le processus de Barcelone de 1995, consolidé et amplifié par la création de l'Union pour la Méditerranée le 13 juillet 2008, constitue une prise de conscience profonde de la nécessité impérieuse d'engager un partenariat global et stratégique entre l'Union Européenne et les pays du pourtour méditerranéen et du Moyen Orient pour construire une zone de prospérité partagée, d'entente et de paix. Ce qui appelle **la mise à niveau urgente des économies, des institutions et de la gouvernance** de la partie sud de la Méditerranée pour une intégration harmonieuse et fructueuse de l'espace euro méditerranéen. Car, il ne peut y avoir de **coopération et d'échanges équitables et durables qu'entre des ensembles égaux et développés**. Ceci exige de l'Union Européenne un plus grand effort dans les transferts de technologies et une plus grande ouverture de ses marchés aux produits du Sud, notamment agricoles où il a des avantages comparatifs certains dans de nombreuses filières. A leur tour, les pays du Sud doivent adopter des stratégies adéquates pour promouvoir leur développement afin de s'intégrer avec compétitivité dans l'ensemble euro méditerranéen et l'économie mondiale.

L'énergie joue d'ores et déjà un rôle primordial dans l'intégration des économies du pourtour méditerranéen. Les gazoducs Algérie- Europe du sud, le Transmed via la Tunisie, le GME via le Maroc, le Medgaz en phase de mise en service et le GALSI en projet, permettent d'acheminer le gaz naturel algérien vers l'Europe. Il en est de même du Greenpipe Libye-Italie et des projets gazoducs égyptiens devant relier la cote est et nord-est de la méditerranée. Des installations existantes ou en projets de GNL vont contribuer à renforcer la diversification des approvisionnements de l'Europe en gaz. Les interconnexions électriques, qui se renforcent constamment, lient la péninsule ibérique et l'Algérie au Maroc pour s'étendre à tous les pays du Maghreb jusqu'en Egypte qui constitue le relais pour alimenter l'est de la méditerranée et le sud-est de l'Europe.

Les enjeux du développement durable en Méditerranée

Un des volets majeurs des enjeux énergétiques présents et futurs est le développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables pour assurer le développement durable, lutter contre le réchauffement climatique et préserver l'environnement.

La Méditerranée est très vulnérable aux problèmes de changement climatique qui deviennent une des préoccupations majeures notamment dans sa région sud qui se développe à un rythme élevé. **L'aspiration au développement économique et social est légitime et, pour cela, l'énergie est indispensable**. L'enjeu principal est dès lors de savoir comment on peut, à la fois : répondre aux besoins énergétiques « en forte croissance » dans les pays sud et est de la Méditerranée, lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, rester compétitifs en maîtrisant les consommations, dans un marché de plus en plus libre et concurrentiel.

L'épuisement progressif mais inéluctable des sources énergétiques fossiles pose la problématique de la **sécurité d'approvisionnement à long terme aussi bien pour les pays du nord et du sud de la Méditerranée** et montre l'urgence d'accélérer la disponibilité des énergies alternatives renouvelables pour les remplacer dans leurs différents usages. Ce qui implique de profondes transformations technologiques et sociales ainsi que le changement radical de nos modèles de production et de consommation.

De ce fait, **les premières transformations** fondamentales à apporter au système énergétique consistent à **réduire la part des énergies fossiles dans la consommation énergétique. L'exploitation de tout le potentiel d'efficacité énergétique doit être une priorité** dans tous les secteurs d'activité avec l'adoption de dispositifs d'économie d'énergie où la Méditerranée dispose d'un potentiel très important. A cet égard, l'amélioration des performances des outils industriels et ménagers est importante mais insuffisante. La question des infrastructures en Méditerranée est cruciale comme les bâtiments, les moyens de transport, le développement urbain, l'aménagement du territoire. Les investissements d'efficacité énergétique ou d'énergie renouvelable entraînent un surcoût au démarrage, mais grâce aux économies réalisées ensuite, cet écart peut être neutralisé pour l'utilisateur, à condition cependant d'innover dans la conception et dans le financement des systèmes énergétiques. Comme le montre les politiques des pays industrialisés, les investissements lourds dans la sobriété énergétique n'ont pas été produits de façon spontanée par le seul jeu du marché, mais par la mise en place de politiques élaborées, comprenant des composantes économiques, institutionnelles et réglementaires, avec des moyens publics d'intervention importants. L'intervention des États et le rôle de la coopération internationale et régionale euroméditerranéenne sont primordiaux pour le changement d'échelle dans les politiques de maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables dans des marchés de plus en plus dérégulés. **Les économies d'énergie peuvent atteindre 20 à 30% à l'horizon 2030-2050 dans la région méditerranéenne**

Le second train de transformations primordiales à opérer dans le système énergétique méditerranéen concerne le **développement des énergies renouvelables, comme l'éolien, le solaire, l'hydroélectricité, la biomasse, les biocarburants**. Propres et inépuisables, bien réparties sur tous les continents, elles sont appelées à prendre la relève des sources fossiles, épuisables et polluantes. Mais, malgré leur croissance spectaculaire, ces dernières années, leur part relative dans le bilan énergétique reste modeste par rapport à leur réel potentiel, notamment dans les pays en développement. Pour introduire massivement les énergies renouvelables, il est indispensable d'accélérer le développement de leurs technologies et de les déployer, d'abaisser les coûts des installations pour réduire leurs prix.

Le Plan Solaire Méditerranéen, un des projets phares de l'UpM, constitue un instrument important pour exploiter les énormes potentialités en efficacité énergétique et en énergies renouvelables, notamment éolien et solaire, dont disposent les pays du sud méditerranéen.

Le Plan Solaire Méditerranéen se place dans ce contexte comme le vecteur du développement d'un tel projet régional avec comme objectif principal la satisfaction des besoins énergétiques des pays du Sud et le transport partiel de l'électricité produite vers les pays européens, facteur complémentaire important de la rentabilité économique et financière des projets. L'exportation de l'électricité verte vers l'Europe, rendue possible grâce à l'article 9 de la directive européenne sur les énergies renouvelables, contribuera à la réalisation des objectifs du paquet " climat-énergie" des 3x20 de l'Union Européenne, notamment dans ses deux composantes de consommation en énergies renouvelables et de réduction des émissions de CO2.

L'installation de nouvelles capacités à partir de sources renouvelables, solaire et éolienne essentiellement, et le développement des réseaux électriques et des interconnexions Nord/Sud et Sud/Sud, ainsi que l'efficacité énergétique et le transfert de technologie, permettront au Sud d'entrer d'emblée dans le développement durable. En développant leurs énergies renouvelables inépuisables et propres, en conservant et en mieux valorisant leurs ressources en énergies conventionnelles, ils pourront à la fois répondre à leurs besoins énergétiques et combler leur déficit prévu en eau par le dessalement de l'eau de mer en combinaison avec la mobilisation et la gestion rationnelle de leurs ressources hydriques.

A cet effet, il est impératif de mobiliser les investissements colossaux nécessaires pour construire des infrastructures énergétiques adaptées, de mettre en œuvre les technologies et les options disponibles pour développer toutes les ressources énergétiques et de promouvoir une intégration plus profonde des marchés régionaux et internationaux et d'accélérer le transfert réel des technologies les mieux adaptées des pays industrialisés vers les pays en développement.

A cet égard, **la stratégie énergétique du Royaume** s'inscrit parfaitement dans une optique de développement durable érigée désormais en priorité nationale : développement des énergies propres tels que l'énergie éolienne et surtout **l'ambitieux projet du solaire lancé par Sa Majesté LE ROI Mohammed VI, que Dieu L'Assiste** en novembre 2009 qui devrait générer une puissance de 2000 MW à l'horizon 2020. De même, une **charte de l'environnement et du développement durable** est en cours d'adoption à la suite d'un long processus de concertation à travers l'ensemble des Régions du Royaume, elle sera adoptée solennellement à l'occasion de **la journée de la Terre que la ville s'apprête à célébrer le 22 avril prochain.**

**Excellences,
Mesdames et Messieurs,**

L'eau : une grande priorité politique

L'eau représente également un défi majeur et redevrait être érigé en **priorité politique élevée** à l'instar du secteur de l'énergie.

Plusieurs éléments justifient la nécessité de cette priorité : le rôle vital et essentiel de l'eau pour le développement économique et social ; la menace de pénurie de cette ressource vulnérable et menacée par les conséquences du changement climatique, les concurrences entre secteurs dont elle fait l'objet et les conflits potentiels qu'elle pourrait engendrer dans la région.

Une mobilisation accrue de l'ensemble des pays méditerranéens autour des défis de l'eau en Méditerranée est désormais impérative afin d'adopter une vision politique de grande envergure, d'autant plus que les problématiques liées à l'eau ont des impacts sur l'agriculture, l'industrie, l'habitat, le tourisme, la santé, l'énergie et l'environnement et nécessitent une prise en charge politique transversale.

Les priorités d'une véritable stratégie euro-méditerranéenne du secteur de l'eau devraient être axées sur:

- La **nécessité d'une rupture stratégique majeure** afin de consacrer le caractère prioritaire d'une politique de gestion de la demande par rapport aux politiques basées sur l'accroissement de l'offre.

- La **nécessité d'améliorer la gestion et la gouvernance du secteur de l'eau** : concertation et coordination ; diffusion de l'information ; mise en œuvre de Partenariats Public-Privé ; implication des autorités locales concernées par la gestion de l'eau ; développement des compétences ; amélioration de la performance du service ; adoption de politiques tarifaires durables ; contractualisation (public/public ; public/privé) ; gestion intégrée des ressources.

Tout en contribuant à renforcer les actions entreprises par chaque pays dans le cadre de sa propre stratégie, des **programmes d'action régionaux prioritaires** devraient permettre de réaliser au niveau régional ce que les pays parviennent mal à faire de manière isolée. Ces programmes devraient porter sur une **accélération de la mise en œuvre de programmes d'envergure de généralisation de l'accès à l'eau potable et à d'assainissement**, compte tenu de l'urgence sociale et environnementale et afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Une estimation des besoins financiers nécessaires pour l'accès à l'eau potable pour toutes les populations dans des quantités suffisantes et à l'assainissement pour l'ensemble des pays méditerranéens s'élève respectivement à environ 15 milliards d'euros et 35 milliards d'euros à l'horizon 2015. Il s'agit également de mettre en œuvre des **programmes de développement de ressources nouvelles** non conventionnelles : réutilisation des eaux usées traitées, dessalement de l'eau, construction d'ouvrages de transferts d'eau (entre régions et entre la Méditerranée et la Mer Morte). Enfin, le **projet ambitieux de dépollution de la Méditerranée** a été inscrit parmi les projets prioritaires lors du sommet de lancement de l'Union pour la Méditerranée en juillet dernier. Il avait été lancé sous l'appellation « Horizon 2020 » par les Ministres de l'environnement lors du 10^{ème} sommet euro-méditerranéen en 2005.

Conclusion

C'est dans cette vision globale de transformation de nos sociétés que le Royaume du Maroc, sous la direction éclairée de Sa Majesté Le Roi Mohammed VI, Que Dieu L'Assiste, conçoit sa nouvelle stratégie intégrée du développement économique et social.

Conscient que notre intégration à l'espace euro méditerranéen constitue un impératif historique, le Maroc qui a pris l'initiative de fonder l'Union du Maghreb Arabe, a été le premier à adhérer à l'Union pour la Méditerranée, ce nouvel espoir pour redonner à notre région son rôle civilisateur qu'elle a joué dans l'histoire de l'Humanité.

Avec son Statut Avancé avec l'Union Européenne, son plan solaire intégré, sa politique d'efficacité énergétique et de lutte contre le réchauffement climatique, le Maroc est positionné pour jouer un rôle d'avant garde dans la construction de l'espace méditerranéen. Sa proximité avec l'Europe et sa place privilégiée dans le monde arabe et africain font de notre pays un carrefour de convergence, de dialogue des civilisations, de tolérance et de paix en Méditerranée.

L'Union pour la Méditerranée est une idée, mais comme a dit Victor Hugo « **Une idée qui arrive en son temps est plus forte que toutes les armées du monde** ».

Je vous remercie pour votre attention.